



## COMMUNIQUÉ

*Pour diffusion immédiate*

### Protégeons l'éducation postsecondaire francophone en Ontario

**Toronto (Ontario), le 15 avril 2021** – À la suite des coupes effectuées à l'Université Laurentienne, l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC), l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario (ACÉPO) et l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) demandent au gouvernement ontarien d'agir sans attendre pour préserver une éducation universitaire en français dans le nord de l'Ontario.

La décision de l'Université Laurentienne de supprimer 57 % des programmes en français est dévastatrice pour toute la communauté franco-ontarienne. « Elle aura un impact néfaste sur l'ensemble de la francophonie ontarienne, ainsi que sur l'avenir de l'éducation de langue française en Ontario », souligne Johanne Lacombe, présidente de l'AFOCSC.

« Les coupes aggraveront la pénurie de personnel enseignant déjà particulièrement inquiétante », affirme Anne Vinet-Roy, présidente de l'AEFO. « C'est une décision déplorable qui affectera un grand nombre de Franco-Ontariennes et de Franco-Ontariens : les élèves de nos écoles secondaires — et pas seulement du nord de l'Ontario — qui avaient déjà planifié s'inscrire à la Laurentienne et qui devront trouver d'autres options; les étudiantes et les étudiants inscrits qui devront trouver une façon de modifier leur parcours universitaire; et les professeurs qui devront chercher un nouveau travail. C'est inacceptable qu'une université ontarienne ait recours à de telles mesures pour redresser sa situation financière », ajoute-t-elle.

Les trois associations jugent important que le ministère des Collèges et Universités, le ministère des Affaires francophones et l'Université Laurentienne fournissent une solution acceptable à la communauté francophone.

« Nous souhaitons que l'université puisse revenir sur sa décision de supprimer des programmes et des emplois, essentiels au développement de la communauté francophone, en attendant de trouver une solution durable pour protéger les étudiants francophones et l'éducation universitaire en français dans le nord de l'Ontario », conclut Denis Chartrand, président de l'ACÉPO.

**Pour plus de renseignements, veuillez contacter :**

Émilie Callan, agente de communications, AFOCSC

[ecallan@afocsc.org](mailto:ecallan@afocsc.org)

647-394-1422

Anne Gerson, chargée de communication, ACÉPO

[anne.gerson@acepo.org](mailto:anne.gerson@acepo.org)

647-988-5042

Marilyne Guèvremont, cadre – service des communications, AEFO

[mguevremont@aefo.on.ca](mailto:mguevremont@aefo.on.ca)

613-850-6410